

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Le CELSIG écrit à la présidence de l'Union européenne

Suite à sa réunion du 10 octobre 2000, le CELSIG a écrit le même jour à la présidence française de l'Union européenne afin de faire part de ses propositions sur deux points importants à l'ordre du jour du Conseil européen de Biarritz :

« 1/ Sur le projet de **charte des droits fondamentaux**

« L'article 36 souligne l'importance des services d'intérêt général pour la construction européenne et pour les citoyens et résidents au sein de l'Union. Mais il n'ouvre pas un **droit** aux services d'intérêt général. Aussi estimons-nous nécessaire d'ajouter que « l'Union **garantit** l'accès aux services d'intérêt économique général ».

« 2/ Sur la **communication de la Commission du 20 septembre** « Les services d'intérêt général en Europe »

« Le texte ne nous semble pas suffisant pour apporter les clarifications nécessaires et une sécurité juridique. Il nous semble nécessaire de le compléter, en particulier par les dispositions suivantes :

- approfondissement d'une conception européenne des services d'intérêt général, rééquilibrant la logique de concurrence et se combinant avec les règles du marché afin de permettre l'égal accès de chacun aux biens et services essentiels ;

- initiatives pour construire de véritables services européens d'intérêt général afin de garantir les droits fondamentaux et les valeurs d'intérêt général sur l'ensemble du territoire européen. Cela implique des critères de gestion définis également à ce niveau et des régulateurs européens pour les services européens d'intérêt général s'appuyant sur les réseaux transeuropéens. L'organisation concrète dans les Etats membres s'appuiera sur le principe de subsidiarité et sur les règles communautaires spécifiques ;

- mise en place, au niveau communautaire et au niveau national et local, d'offices d'évaluation pluralistes, multicritères et publics des services d'intérêt général. L'évaluation doit permettre de promouvoir le rôle actif des citoyens et résidents quant à l'accessibilité, la qualité, la sécurité des services d'intérêt général. Une charte de l'évaluation, élaborée démocratiquement avec tous les acteurs concernés doit être adoptée dans ce but.

Nous espérons que vous pourrez examiner ces propositions lors du Conseil européen de Biarritz ».

Pierre Bauby et Jean-Claude Boual

Services d'intérêt général

♦ Lors du conseil marché intérieur du 28 septembre dernier, la communication de la Commission a donné lieu à un débat. Certains ont souligné que libéralisation des services ne signifie pas privatisation, d'autres ont prôné la mise en place d'un "organe de contrôle" des services d'intérêt général.

CELSIG writes to the European Union Presidency

After its meeting on 10th October 2000, CELSIG wrote, on the same day, to the French Presidency of the European Union presenting its propositions on two very important points on the agenda of the European Council of Biarritz:

«1/ concerning the draft of the **Charter of fundamental rights**

«Article 36 stresses the importance of services of general interest in the construction of Europe and for citizens and residents within the Union. However, it does not open the right to services of general interest. Thus we deem necessary to add the following, that «the Union **guarantees** access to services of general economic interest».

«2/ Concerning the **Commission's communication of 20th September 2000** «Services of general interest in Europe»

«We feel that the text is not strong enough to bring forth necessary clarifications and provide legal security. It is necessary to complement it with the following points;

- going deeper into the European concept of services of general interest, readjusting the competition attitude and including market rules in order to allow for equal access, for everyone, to essential services and goods.

- developing initiatives on the creation of real European services of general interest in order to guarantee fundamental rights and values of general interest over the whole European territory. This implies management criteria, equally defined at this level, as well as European regulators for European services of general interest based on trans-European networks. Concrete organisation within member states shall be based on the principle of subsidiarity and on specific Community rules.

- Creation at, local, national and Community levels, of public multi-criteria and pluralist offices of assessment of services of general interest. The assessment must allow for the promotion of the active role of citizens and residents concerning the accessibility, the quality and the security of services of general interest. To this end an assessment charter, prepared democratically, with the participation of all actors concerned, must be adopted.

We hope that you will be able to examine these propositions during the European Council of Biarritz.

Jean-Claude Boual and Pierre Bauby

Services of general interest

♦ During the council of internal market held on 28th September, the Commission's communication gave rise to a debate. Some members stressed that liberalisation of services does not necessarily imply privatisation, others opted for the creation of a "monitoring body" for services of general interest.

Par ailleurs, la présidence a présenté une note sur les services d'intérêt général qui pose trois questions auxquelles elle attend la réponse des Etats membres : comment concilier droit communautaire et liberté de choix des autorités publiques concernant la définition, l'organisation et le financement des services publics ? comment établir une évaluation régulière au niveau européen ? faut-il concrétiser le contenu de l'article 16 du traité autrement que par une législation sectorielle ?

♦ Le gouvernement bavarois a réaffirmé ses inquiétudes, partagées par d'autres Länder allemands, à propos du sort des services d'intérêt général face aux impératifs de la politique de la concurrence promue par la Commission européenne. Dans le document qu'il a adopté, le Land de Bavière demande que la conférence intergouvernementale en cours amende le traité pour tenir compte de ces inquiétudes. Il propose que les articles 16 et 87 soient modifiés afin de préciser que les activités non rémunérées sont exclues des contrôles sur les aides d'Etat, et que les prestations rémunérées de service d'intérêt général sont autorisées à recevoir des aides afin de satisfaire les besoins des citoyens. Le Land de Bavière estime que la communication de la Commission, du 20 septembre, ne garantit aucune sécurité juridique et ne saurait donc remplacer les modifications du traité. Il précise que les secteurs posant problèmes sont les banques régionales et les caisses d'épargne, la distribution de l'eau et de l'énergie, les transports publics et les radios publiques.

Pour le gouvernement bavarois, l'article 16 devrait être complété par un nouveau paragraphe 2 précisant que la Communauté respecte le droit des Etats membres, ou des autorités de niveau inférieur, de décider eux-mêmes si, et à quelle échelle, ces services s'appliquent et à quels besoins des citoyens ils se réfèrent. L'article 87 devrait comporter i/ un nouveau paragraphe 2 précisant que sont exclues du contrôle des aides celles destinées à des structures n'ayant pas de fins économiques et qui fournissent des prestations d'intérêt social, culturel ou caritatif au sein d'un Etat membre ii/ un nouvel alinéa d) précisant que sont compatibles avec le marché commun les aides qui servent à satisfaire des besoins particuliers de la population et ne sont pas clairement disproportionnées par rapport aux charges qu'elles comportent.

S'il est utile de bien préciser les conditions dans lesquelles peuvent être fournis et financés les services publics, il est clair aussi que les solidarités susceptibles de façonner le territoire européen ne peuvent pas être une simple addition des égoïsmes locaux et qu'il faut des services publics européens.

Charte des droits fondamentaux

♦ Le Comité économique et social (CES) souhaite que la charte s'intègre, à moyen terme dans les traités afin que, non seulement soit garantie "l'intégration des droits d'application immédiate et des droits programmables (comme le droit au logement)", mais qu'elle n'entraîne pas "de modification des compétences communautaires". Le Comité a précisé que "les attentes des citoyens seraient déçues si on leur proposait une charte dont ils ne pourraient pas faire appliquer les droits". Il appuie l'idée d'une charte intégrée dans le traité et entraînant un processus d'application des droits par le biais d'un système de suivi (monitoring).

♦ En adoptant son rapport sur la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (UE), le Conseil de l'Europe a une nouvelle fois souhaité que l'Union adhère à la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Il considère que le progrès que constitue le projet de charte ne pourra pas être atteint si les institutions de l'UE ne sont pas liées par la CEDH. Il déplore, par ailleurs, que les droits des personnes appartenant à des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques ne soient pas cités dans la charte.

Further the Presidency presented a memorandum concerning services of general interest and which sets three questions to which it is waiting for answers from Member States: How can community law and public authorities' freedom of choice be accommodated together in matters concerning the definition, the organisation and financing of public services? How can regular assessment at the European level be established? Should the contents of article 16 be realised differently, other than through sector-based legislation?

The Bavarian government reiterated its worries, also shared by other Germany Lander, concerning the plight of services of general interest against the imperatives of the competition policy supported by the European Commission. In the document it adopted, the Bavarian Land calls the ongoing intergovernmental Conference to amend the Treaty in order to take into account its proper concerns. It suggests that articles 16 and 87 be modified in order to specify that unpaid activities are excluded from verifications covering state aid and, that paid services of general interest are authorised to receive aid in order to meet the needs of citizens. The Bavarian Land considers that the Commission's communications of 20th September does not guarantee any legal security and cannot therefore replace modifications of the Treaty. It further points out that sectors creating problems are, the regional banks and savings banks, water and energy distribution, public transports and public radios.

As far as the Bavarian government is concerned article 16 should be complemented by paragraph 2, stating clearly that, the Community should respect the right of Member States or that of authorities at a lower level, to decide on their own whether these services are to be applied and to what extent, also to what kind of citizens' needs would they be addressed. Article 87 should include i/ a new paragraph 2 clearly stating that aid that is destined for organisations that have no economic objectives and that provide services of social, cultural or charitable nature within a Member State, should be exempted from the controls on aid. ii/ an additional paragraph d) stating clearly that aid that is used to meet specific needs of the population and is not disproportionate with the costs it incurs should be considered compatible with the common market.

Whereas it may be considered useful to specify conditions under which public services can be provided and financed, it is also clear that solidarity units that are likely to shape the European territory cannot be achieved by simple addition of local egoism and, that European public services are necessary.

Charter of fundamental rights

♦ The Social and Economic Committee (SEC) wishes to see, in the medium term, the integration of the charter in the treaties, so that not only will there be a guarantee of "immediately applicable rights and programmable rights (such as accommodation rights) but also that it does not cause the "modification of areas of Community competence" The Committee has specified that "the expectations of citizens cannot be met if they are presented with a charter whose laws they will not be able to apply". It supports the idea of a charter integrated in the Treaty and bringing about the process of the application of rights through the monitoring system.

♦ By adopting its report on the charter of fundamental rights of the European Union (EU), the European Council has once again expressed its wish to see the Union adhering to the European Convention on Human Rights (ECHR). It considers that progress that the draft of the charter represents cannot be achieved if the EU institutions are not linked by the ECHR. It regrets, however, that the rights of people belonging to ethnic minorities, religious or linguistic are not mentioned in the charter.

Postes

Lors du dernier conseil télécom du 3 octobre sur la proposition de la Commission de libéralisation des services postaux (cf. bulletins 57 et 59), la majorité des ministres a manifesté des désaccords, en particulier sur la notion de services spéciaux, notion imprécise difficilement conciliable avec la nécessité de disposer de règles transparentes, simples et faciles à gérer ; l'abaissement des services pouvant être réservés (à 50 g et 2,5 fois le tarif de base), proposition non compatible avec des missions d'intérêt général ambitieuses ; le contenu du service universel postal, qui doit être conforté.

Le conseil a demandé à la présidence de rechercher désormais un texte équilibré et acceptable par les Etats membres en vue du prochain conseil de décembre prochain.

Eau

Après quatre années de discussion, le Conseil et le Parlement ont adopté, l'été dernier, une directive cadre qui généralisera la pratique intégrée d'une gestion des eaux, de surface et souterraines, de l'Union européenne. Si les dispositions sont jugées trop laxistes par nombre d'écologistes, elles ont été durcies sous la pression du Parlement. Il a, notamment, imposé que les impératifs de pureté et de qualité des eaux seront satisfaits (et non pas "visés"), sans aucune souplesse ni conditionnalité. De même, la suppression des déversements de matières nocives, y compris radioactives, devra être progressive mais totale, sur une période de vingt ans.

La directive prévoit, par ailleurs, que les Etats membres devront s'organiser pour qu'à l'horizon 2010, les prix de l'eau aux consommateurs constituent une véritable incitation à la gestion optimale, donc durable, de cette ressource rare. Les prix payés par l'utilisateur devront prendre en compte les coûts financiers directs de la fourniture, les coûts environnementaux et celui de la ressource, et le principe du "pollueur payeur" devra être réellement appliqué.

Dans la foulée, la Commission a adopté, une communication sur la tarification et la gestion durable des ressources en eau destinée à réaliser les objectifs de la directive.

Cour de justice

♦ Dans l'affaire C-156/98 Allemagne/Commission, la Cour a confirmé la décision de la Commission de considérer que **l'allègement fiscal** prévu pour encourager les investissements dans les nouveaux Länder ou à Berlin Ouest, est une aide d'Etat incompatible avec le marché commun. Elle a considéré que cet allègement comportait bien un transfert de ressources étatiques et que cela faussait les conditions de concurrence. Elle a rappelé une jurisprudence constante selon laquelle, même faible, toute distorsion de concurrence pouvait avoir des effets sur les échanges entre les Etats membres. Quant à la dérogation dont bénéficie l'Allemagne dans le traité CE concernant des aides octroyées à certaines régions de l'ancienne RFA, elle ne peut se concevoir que dans des conditions identiques à celles qui étaient applicables dans les anciens Länder avant la réunification. La conception du gouvernement allemand selon laquelle cette dérogation permettrait de compenser intégralement le retard économique dont souffrent les nouveaux Länder, tout incontestable qu'il soit, méconnaît à la fois le caractère dérogatoire de cette disposition et les objectifs qu'elle poursuit.

♦ La Cour a considéré que les Etats membres doivent appliquer la **TVA**, au taux normal, **sur les péages routiers** pour les infrastructures qui ne sont pas gérées par des organismes de droit public.

L'affaire avait été introduite par la Commission, qui a remarqué que le budget communautaire est directement

Posts

During the last Telecom Council that took place on 3rd October, proposed by the commission of liberalisation of postal services (cf. bulletins 57 and 59), the majority of ministers expressed reserves in particular on the notion of special services, a vague notion hardly in line with the necessity of having transparent rules, simple and easy to manage; the lowering of services that could be considered reserved (to 50 g and 2.5 times the basic rate), is a proposition that is not compatible with ambitious missions of general interest; the contents of universal postal service must be reinforced.

The Council has asked the presidency to, henceforth, seek a balanced text, acceptable by member states, ahead of the next Council to be held in December.

Water

Last summer, after four years of discussions, the Council and the Parliament adopted a framework directive which will generalise the combined management of water, on the surface and beneath, in the European Union. The measures, considered as being lax by a number of ecologists, have been reinforced, under pressure from the Parliament. Notably, the requirement that purity and quality of water shall be met (and not simply "aimed at"), has been imposed without any flexibility or conditionality. Similarly the interdiction of discharge of poisonous products, including radioactive products, shall be progressive but complete, over a period of 20 years.

Further, the directive requires that member states shall see to it that by the year 2010, the price of water to consumers will encourage an optimal and therefore long lasting management of this rare resources. The prices paid by the user should take into account direct costs in provisions, environmental costs as well as that of resources. Also the principle of "the polluter pays" should be effectively applied.

At the same time the Commission adopted a communication on price fixing and long lasting management of water resources whose aim is to achieve the objectives of the directive.

Court of Justice

♦ Concerning case number C-156/98 Germany/the Commission, the Court confirmed the decision by the Commission of considering that the planned tax reductions intended to encourage investments in the new Lander or in West Berlin is state aid which is not compatible with the common market. The court considers that the reduction represents a real transfer of state resources and that it did go against acceptable conditions of competition rules. It recalled a jurisprudence, according to which states that, though small, any distortion in competition rules could influence exchanges between Member States. Concerning the exemption extended to Germany in the EC Treaty on aid accorded to regions of the former FRG, it can only be considered within the framework of conditions similar to those that were applicable to former Lander prior to the reunification. The point of view of the Germany government, considering that such exemption could completely compensate for the economic handicap experienced by the new Lander, though indisputable, does not recognise the dispensatory characteristic of this measure and its main objectives.

♦ The court has suggested that Member States should apply **VAT** at the normal rate on **toll motorways**, in the case of infrastructures that are not administered by public law organisations.

concerné, puisqu'une part des recettes de la TVA représente une ressource propre de l'Union. Celle-ci a souligné que cet

arrêt de la Cour ne signifie pas que les péages doivent nécessairement augmenter pour y incorporer la TVA. Les exploitants d'autoroutes ont, en effet, la possibilité de déduire la TVA en amont sur les achats de fournitures et l'entretien des installations, et dans certains cas, l'avantage pourrait être supérieur à la charge (arrêts C-260/98, C-276, 358, 359, 408/97).

◆ Droit des travailleurs

i/ dans un arrêt C-343/98 du 14 septembre 2000, la Cour a précisé que le droit communautaire protège les droits des personnes transférées d'un organisme de droit public vers une société de droit privé, si celles-ci étaient initialement soumises, dans cet organisme, au droit national du travail.

La Cour avait été interrogée pour savoir si la directive 77/187/CEE relative au maintien des droits des travailleurs lors de transferts d'entreprises, d'établissements ou de partie d'établissements, s'appliquait au cas de deux employés d'un organisme public italien qui avaient été transférés à une société de droit privée, elle-même absorbée par la suite par ce qui allait devenir Telecom Italia, et au service de laquelle ils sont restés jusqu'à leur retraite. La Cour a répondu que les dispositions de la directive s'appliquaient à tout transfert d'une entité exerçant une activité économique, qu'elle poursuive ou non un but lucratif. Le simple fait que l'activité soit gérée par un organisme public ne suffit pas à écarter l'application de la directive, en revanche, les règles de la directive ne s'appliquent pas si l'activité considérée relève de l'exercice de la puissance publique.

ii/ dans un arrêt C-157/99 du 26 septembre 2000, la Cour a considéré qu'un transfert d'activité d'une personne morale de droit privé vers un organisme de droit public, n'exclut pas l'application du droit communautaire concerné, même si l'activité est de nature administrative.

Le Conseil des prud'hommes français avait constaté que la jurisprudence de la Cour de cassation n'appliquait pas la directive communautaire relative au maintien des droits des travailleurs lorsque des transferts d'activités avaient lieu vers des établissements publics administratifs, tels une commune.

Initiative

Les partenaires d'IGLOO ("Intégration globale par le logement et l'emploi"), le CECODHAS, la Confédération européenne des syndicats et la FEANTSA, ont présenté les résultats de plus de cinquante projets menés dans sept pays depuis cinq ans et leurs conclusions communes.

Le rapport est disponible auprès de la FEANTSA par fax + 32 2 539 41 74 ou par email office@feantsa.org

Abonnez-vous

1 an : 100 €

**Bulletin d'abonnement sur demande au
CELSIG**

The issue was introduced by the Commission after observing that the Community's budget was directly involved, for, part of the VAT collections represents real resources for the Union. The Union stressed that the Court's decision does not necessarily imply that tolls should be raised in order to include VAT. Motorways operators have the possibility of deducting VAT from purchases of supplies and costs of maintenance of the installations and, in certain cases, the advantage thus drawn could be higher than the costs engaged (decisions C-260/98, C-276, 385, 408/97).

◆ Workers' Rights

i/ in decision C-343/98 of 14th September 2000 the Court made it clear that the Community law protects the rights of people transferred from a public law organisation to a private law organisation if, in the first place, in the former organisation the rights in question were administered under the national labour law.

The Court was asked to explain whether directive 77/187/CEE, concerning maintaining worker's rights in the event of transfers of firms, corporations or part of them, would apply in the case of two employees from an Italian public organisation to a firm under private law, which was in turn absorbed by what became Telecom Italia and where they worked until retirement. The Court replied to the effect that measures in the directive are applicable to any entity carrying out economic activities, whether those activities were lucrative or not. The simple fact that the organisation is being administered by a public organisation is not sufficient to exempt it from the application of the directive, however, rules of the directive in question do not apply where the activity in question is part of the functions of a public authority.

ii/ in decision C-157/99 of 26th September 2000 the court regarded that a transfer of an activity of an individual from private law to an organisation under public law does not exempt it from the application of the appropriate Community law even if the activity in question is of administrative nature.

The French Council of industrial tribunal had noticed that the jurisprudence applied by the Court of Appeals did not apply the Community's directive concerning the maintaining of the rights of workers when the transfers of activities were effected onto public administration establishments, such as a commune.

Initiative

Partners of IGLOO (Global integration through housing and employment), the CECODHAS European Confederation of Trade Unions and FEANTSA, presented the results as well as their joint conclusion on more than fifty projects carried out in seven countries for five years.

The report is available from FEANTSA by fax + 32 2 539 41 74 or by email at office@feantsa.org

Please subscribe now

1 year's subscription: € 100

**Subscription forms available on request from
CELSIG**

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.